# Le Liban dans l'engrenage d'un Moyen-Orient en flammes

***Joseph Bahout***

**Alors que la campagne de bombardements israéliens s'intensifie encore dans la banlieue de Beyrouth, dans la Békaa, et dans le Sud du Liban, comment cette violence est-elle vécue au Liban, dans une société déjà durement éprouvée depuis l'explosion du port de Beyrouth en août 2020, tandis que s'accélère l'effondrement économique et financier du pays ?**

L'anxiété grandit au Liban, alors que la campagne de bombardements israéliens s'intensifie encore dans la banlieue de Beyrouth, dans la Békaa, et dans le Sud, où l'armée a également tenté quelques incursions terrestres. Pour les Libanais, cette nouvelle agression israélienne réveille nécessairement le spectre d'épisodes de conflits plus anciens. À plusieurs reprises dans les dernières décennies, des chocs brutaux venus de l'extérieur ont conduit à une recomposition des équilibres politiques existants, laissant telle ou telle force rêver qu'elle pourrait imposer, à travers son hégémonie, un nouvel ordre politique. L'histoire du Moyen-Orient montre pourtant qu'aucun pacte social durable ne peut se construire sur une défaite orchestrée depuis l'extérieur. Chacune de ces expériences portait en elle les germes de sa propre

destruction. C'est à cette illusion stratégique qu'aucune des composantes du pays ne devrait céder à son tour aujourd'hui, alors que le Liban, une fois encore, est au bord de l'effondrement.

## *Un nouveau cycle de violence : Le paradigme de 1982.*

Depuis le début de l'offensive israélienne dans le Sud Liban, de nombreux commentateurs évoquent le précédent de 2006. Mais le parallèle qui vient plus justement à l'esprit, depuis Beyrouth, est celui de la guerre de 1982. Comme en 1982, l'offensive israélienne est motivée par le projet d'éradiquer un groupe armé ; à l'époque l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), aujourd'hui le Hezbollah, envisagés par Israël comme un danger militaire quasi-existentiel. Ces campagnes militaires, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui, s'adossent seulement, ouvertement ou à demi-mots, à la volonté de changer l'ordre politique en place, de remplacer un régime par un autre. En 1982, Ariel Sharon et Menahem Begin étaient rentrés au Liban avec le but officiellement affiché de repousser l'OLP au-delà de la rivière Litani, et d'imposer un nouvel accord de sécurité avec le Liban. L'opération s'était alors poursuivie jusqu'au siège de Beyrouth et s'était traduite par l'élection d'un nouveau président de la République, puis par l'imposition d'un traité de paix (annulé par la suite, quand la situation s'est de nouveau retournée). Cette même tentation du changement de régime est présente aujourd'hui, quoiqu'en filigrane. Elle pointe ça et là, y compris dans le discours américain, l'administration Biden reprenant à son compte l'idée que l'objectif israélien est d'aboutir à un paysage politique débarrassé du Hezbollah.

La comparaison avec la guerre de 1982 ne s'arrête pas là. Certains, à l'extérieur comme à l'intérieur du Liban, s'imaginent qu'après l'assassinat de Hassan Nasrallah et les frappes qui ont durement éprouvé le Hezbollah, ce dernier, qui imposait il y a peu sa puissance quasi-absolue au Liban, est à l'agonie, voire à terre et annihilé. Fort de ce raisonnement, il est alors imaginé qu'il serait possible de fonder un ordre différent sur ces décombres encore fumants. Le parallèle avec la psyché chrétienne d'alors est tentant : en août

1982, les chrétiens étaient au pic de leur puissance, avec l'élection de leur chef charismatique et historique alors à la présidence de la République ; Bachir Gemayel fut toutefois assassiné, vingt jours seulement après son élection, mettant fin à un rêve d'hégémonie pour paver la voie à un autre. Aujourd'hui, c'est encore une autre partie du pays – un vaste spectre des opposants au Hezbollah – qui se reprend à rêver d'hégémonie, dans l'ignorance de la réalité des équilibres sociaux-démographiques et politiques actuels, et se laissant peut-être enivrer par l'hubris de Benyamin Netanyahou.

Au lendemain de 1982, le Liban avait aussi connu des changements sociologiques d'envergure du fait de l'invasion israélienne. Une grande partie de la population chiite du sud avait afflué dans Beyrouth en partie détruite, transformant des quartiers entiers en sortes de *favelas,* dont les traits sont pour plusieurs encore vivaces et présents dans le Beyrouth d'aujourd'hui. Le même phénomène est à l'œuvre de nouveau en ce moment même ; et il s'agit de le saisir. Un million de misérables dorment aujourd'hui sur les trottoirs et dans les terrains vagues de Beyrouth... En 1984, c'est exactement cette situation qui avait conduit à la prise de Beyrouth par le mouvement Amal, seul à même par ailleurs, comme c'est le cas de de nouveau aujourd'hui, de faire régner l'ordre dans ces quartiers ravagés.

Affaibli et humilié certes, le Hezbollah ne va toutefois pas disparaître. Il est même plutôt à craindre qu'il ne mute et ne revienne à ses débuts, c'est-à-dire un mouvement souterrain, clandestin, parfois violent et terroriste, et recrutant dans la nouvelle armée de réserve des déracinés. 1, 5 millions de chiites sont aujourd'hui déplacés ; ils vivent une défaite historique et, avec la mort de leur chef, le sentiment d'être abandonnés, encerclés, sur le point d'être achevés. Quelques heures seulement après l'assassinat de Nasrallah, certains quartiers de la ville étaient quadrillés par les services d'ordre du mouvement Amal et du Hezbollah. Et, dans un jeu de miroir proprement libanais, des velléités similaires d'ordre milicien se faisaient rapidement jour dans le milieu chrétien où, déjà bien avant la guerre dévastatrice actuelle, commençaient à poindre des discours sécessionnistes sur le thème d'un divorce inéluctable d'avec une autre partie de la société à laquelle « rien ne nous lie plus, et avec des gens auxquels nous ne voulons ni ne pouvons ressembler ».

Le Liban est aujourd'hui au bord de l'explosion : s'il y a environ un million de déplacés chiites, il y a aussi, dans ce même pays un million de réfugiés syriens. Nombre de ces derniers ont pavoisé à la nouvelle de l'assassinat de Hassan Nasrallah, vouant une haine inextinguible au Hezbollah depuis les exactions commises par ce dernier en Syrie. Dans les projections les plus pessimistes, cette population, pauvre et précaire, elle-même réfugiée et déracinée pour longtemps, facile à armer pour peu qu'elle tombe captive de projets régionaux de mobilisations, pourrait devenir une force de réserve levée pour écraser ce qu'il reste du Hezbollah. Face à ce cocktail dont tous les ingrédients sont déjà réunis, il suffirait d'une étincelle supplémentaire pour mettre le feu aux poudres. C'est dans ce contexte qu'il faudrait sans doute replacer l'ultimatum adressé par Benyamin Netanyahou à la population libanaise : « Israël a affaibli le Hezbollah, il vous appartient maintenant d'achever la bête ; faute de quoi, les bombardements massifs se poursuivront, et c'est le sort de Gaza qui, alors, vous sera réservé… »

Face à ce tableau noir, un autre scénario reste bien sûr, malgré tout, envisageable. Mais il ne peut l'être qu'à certaines conditions seulement : un cessez-le-feu solide et durable, une fin des hostilités sur des bases qui lui assurent une permanence (résolution onusienne 1701 ou variante de cette dernière, qu'importe, les idées abondent), en est l'entrée *sine-qua-non* en matière ; toute idée de « guerre totale » sans fin, avant l'éradication totale du corps complexe qu'est le Hezbollah porterait en elle les germes de la destruction du pays dans son ensemble ; la mise à profit de ce répit pour élire un président de la République à la fois consensuel mais fort, fort d'une certaine sagesse et de sa capacité à, tout de suite, convoquer un dialogue national réel et sans fards, portant sur les conditions du désarmement du Hezbollah, son intégration, une fois sa mue faite, dans la communauté politique libanaise, en lui tenant un langage de raison et non de reddition.

Au point où en est arrivée la polité libanaise, c'est de la refondation ou de la réécriture d'une pacte social et politique nouveau qu'il doit s'agir ; quelque chose qui, esquissé à la fin de la Guerre des 15 ans en 1990, évité et évidé depuis, doit être aujourd'hui repris, repensé, et mis résolument en chantier. Pour accompagner ce nouveau départ, pour lui donner corps et pour le protéger, il s'agira aussi de trouver un leadership politique – tous bords inclus – clairvoyant, sage et modéré dans ses appétits, revenu des illusions de

domination respective et réciproque, conscient des fragilités du tissu social d'un pays exsangue, non pas depuis seulement le 8 octobre 2023, ou encore depuis l'effondrement économico-financier gigantesque de 2019, mais depuis que ses élites – mais comment alors mettre ces mêmes figures à l'écart, alors que c'est à elles même qu'incomberait ce chantier ?! – ont mis l'État et ses institutions en coupe réglée, à coup de kleptocratie cannibale, de mobilisations identitaires, et d'inféodation aux désidératas de patrons ou protecteurs étrangers.

À défaut de ce cercle vertueux, en lui-même difficile à enclencher, et aux séquences fragiles et hasardeuses, alors oui, le risque de l'escalade vers la guerre civile est tangible ; il se ferait à partir du mélange d'une radicalisation possible d'un Hezbollah vaincu à l'extérieur, humilié, mais encore féroce à l'intérieur, prêt à se battre pour protéger ce qui reste de ses acquis, et ce qui peut être encore sauvé de sa base populaire ; et d'un camp « d'en face », vindicativement revanchiste et pressé de profiter d'un retournement de situation –durable ? – pour pousser son avantage et reprendre un terrain qu'il estime perdu. S'il peut être vaincu militairement au sud, le Hezbollah dispose toujours d'un arsenal intérieur important, et il est encore solidement ancré dans son propre tissu social, économique, et politique. Seul un leadership chiite équilibré – et surtout rassénéré – pourrait se greffer sur ce cercle vertueux et éviter le pire. C'est là qu'il s'agira demain d'observer scrupuleusement ce qu'il va se passer sur la scène sociale et intellectuelle du chiisme politique, pour tenter de comprendre non pas seulement qui sera le nouveau Nasrallah, mais qui recomposera et comment, sur des décombres encore ouverts, la scène politique de cette communauté. Après 1982, pour revenir encore à ce précédent, il aura fallu huit ans pour que les leaders de la communauté chrétienne acceptent les nouveaux équilibres, entérinés par les accords de Taëf, et mettent fin à une guerre de 15 ans. La leçon est dure : changer de rapport de force sur le terrain ne suffit pas à reconstruire un ordre politique viable ; il y faut adjoindre une ingénierie d'inclusion sociale et politique fine et patiente.

## *Une nouvelle architecture régionale? Le paradigme de 2003*

L'évolution du Hezbollah ne pourra se faire indépendamment de celle des autres acteurs régionaux, l'Iran en tête. Le Hezbollah est aujourd'hui une organisation complexe, qui dispose d'un appareil à plusieurs niveaux : un bras armé, un parti politique qui vient des segments chiites de la gauche libanaise, d'Amal, et parfois des restes libanais de certaines branches de l'OLP ; autour, ensuite, toute une partie de la population libanaise, multigénérationnelle et de classes sociales diverses, vit depuis plusieurs années dans, de par, et autour de la « société du Hezbollah ». Sans en être nécessairement sympathisante, elle est familière du mouvement, en vit parfois, et en dépend beaucoup. De plus, depuis 1992, après la fin de la Guerre du Liban, le Hezbollah avait connu une longue, lente et sinueuse trajectoire d'intégration dans la vie politique et sociale libanaise : celle-ci a connu des accrocs, des épisodes de violence, mais avait également conduit à travers le processus électoral institutionnel, à l'acceptation des codes du jeu et de la vie politique libanaises. Une mue complexe et une lente transformation à laquelle Hassan Nasrallah, perçu comme la figure modérée du parti, quand d'autres sont tenus pour nettement plus radicaux, aurait lui-même largement contribué. D'où le risque et la crainte que l'issue de cette guerre ne voie le processus s'inverser, et le Hezbollah se recroqueviller sur son socle de départ, pour revenir à son ADN d'origine.

L'attitude de l'Iran sera donc déterminante, mais la plus grande incertitude continue de régner sur ce que Téhéran va décider. Le Hezbollah est le plus important investissement de la République islamique dans la région ; en quarante ans de construction méthodique de la puissance iranienne, cet appareil aura coûté près de 100 milliards de dollars : de l'endoctrinement et de la formation idéologique, militaire, sociétale, d'un maillage minutieux des espaces d'une communauté entière. Il n'est aujourd'hui pas certain que les Iraniens choisissent de réinvestir dans ce parti, ou en tous cas de la même façon et à la même hauteur. Ils pourraient aussi bien se replier sur eux-mêmes et miser sur de nouvelles négociations avec le monde occidental ; ou alors, au contraire, repartir d'ici quelques temps à la contre-offensive, comme ce qu'il s'était passé du temps des fondations. Dans l'immédiat, tant que les élections

américaines n'ont pas eu lieu, il sera difficile de voir plus clair dans leurs intentions ; et il n'est même pas sûr que cela devienne plus clair ensuite.

L'issue des élections aux États-Unis est aujourd'hui très incertaine, en tous cas la projection de leur résultat sur ce que voudra faire Washington dans la région. Y-aura-t-il suffisamment de leviers diplomatiques internationaux pour arrêter la guerre, relancer un processus de paix autour de la question palestinienne, réengager le dialogue avec l'Iran, modérer le Hezbollah et le pousser le à entrer dans la libanité ? À cet égard, ce n'est pas 1982, mais 2003 qui revient comme précédent et comme modèle à l'esprit. Comme alors, les Américains semblent aujourd'hui également se laisser gagner par l'idée que la force peut tout régler et que la campagne militaire israélienne pourrait remodeler entièrement l'ordre régional, quitte à mettre l'Iran à terre. Ils commettraient alors les mêmes erreurs qu'en 2003 en Irak, alors même que l'administration Biden était censée incarner l'antithèse des néoconservateurs qui donnaient à l'époque le ton de la politique étrangère aux États-Unis.

Ce serait aussi prolonger et consolider l'illusion de Netanyahou que de penser que les accords d'Abraham permettent de faire l'économie d'une véritable paix israélo-palestinienne. Car s'il y a un projet Netanyahou pour un « nouveau Moyen-Orient », c'est indubitablement, et il le répète, sans État palestinien, sans « solution à deux-États ». Or l'histoire récente du Proche-Orient ne cesse de rappeler l'impossibilité de construire un ordre durable dans la région en occultant la question palestinienne qui, comme la question kurde ou la question arménienne, ou d'autres encore, reviendra toujours, tel un retour du refoulé, hanter la région dans des formes de plus en plus violentes.

Se pose alors ensuite la question hasardeuse des contours de ce nouvel ordre régional et de l'architecture de ce Proche-Orient. À supposer que le rapport de force permette l'évacuation quasi-définitive de la question palestinienne, de quels alliés disposerait alors Israël comme force dominante ? S'appuierait-il exclusivement sur quelques monarchies du Golfe dont l'agenda régional se joue très largement sur le thème de la contre-révolution et de la restauration autoritaire qui a conduit à étouffer les révoltes arabes de la dernière décennie ? Peut-on vraiment imaginer que les Iraniens, par exemple, ont comme souhait ultime le retour du Shah au pouvoir – ou encore que ce dernier, revenu sur les ailes d'une équipée extérieure, puisse

maintenir l'unité d'un pays mosaïque ? Netanyahu, là encore comme il l'avait fait à l'adresse des Libanais, s'adressait il y a quelques semaines directement au peuple iranien pour lui promettre la liberté et le bonheur après l'avoir débarrassé de son régime théocratico-autoritaire. Cette illusion, encore une, est aussi grande que lorsque les États-Unis pensaient que leur armée serait accueillie en libératrice par les Irakiens, et que le nouvel Irak se ferait autour d'un certain Ahmed Chalabi.

Dans un pareil paradigme, les soubresauts actuels augurent de vingt ans de répliques violentes dans la région. Dans cette région, depuis 120 ans, se répète un cycle tragique de ce que l'on appelle en arabe « *la Mazloulmiyyah* », « *l'humiliation et le malheur* » de certaines factions, sentiment qui tourne à tour de rôle, comme dans un jeu de chaises musicales macabres. Depuis 2003, avec la chute de Saddam Hussein, puis la mort de Yasser Arafat et ensuite l'assassinat de Rafik Hariri, ce sentiment d'humiliation et d'orphelinat dominait chez les Sunnites. Il avait, nous le rappelions plus haut, commencé avec la mort de Bachir Gemayel chez les chrétiens. Désormais c'est auprès des chiites que ce même sentiment se fait jour ; et il s'agirait de ne pas être tentés cette fois encore, sur ces décombres-là, de construire un ordre une fois de plus injuste et qui porte en lui les germes de sa propre destruction.

## *La grammaire de la force : un monde poutinisé*

Et qu'en est-il du reste du monde ? Au-delà de l'Iran et des États-Unis, la question se pose également des visées de la Russie, de la Chine, et d'autres puissances contestataires de l'ordre international. Cette année de guerre à Gaza, et maintenant au Liban, aura aussi et surtout marqué la victoire d'une certaine conception des relations internationales, où domine la grammaire de la force et de la violence exercée à l'encontre des populations civiles. Et c'est aussi vrai concernant la conduite de la guerre par le gouvernement de Benyamin Netanyahou que pour l'action « inaugurale » du Hamas le 7 octobre. Si la puissance dévastatrice du trauma causé par le 7 octobre aura entièrement désinhibé l'ire israélienne, Netanyahu et ses généraux l'auront dirigée vers un dessein plus global : venger et rétablir pour très longtemps

dans son environnement immédiat – et plus lointain – la suprématie quasi absolue d'Israël par le biais de la force et par la démonstration d'une capacité de destruction disproportionnée ; instaurer, au nom du droit d'Israël à se défendre, une sorte d'état de guerre perpétuelle sous l'illusion trompeuse que c'est uniquement de là que provient la sécurité. Spectateurs passifs ou soutiens actifs, les Occidentaux, surtout les Européens, ne mesurent pas encore suffisamment les effets probables de cette érosion des normes du droit international, du droit humanitaire, et du droit de la guerre, qui est en train, progressivement, de mettre un terme à leur propre hégémonie en sapant l'édifice normatif sur lequel ils ont assis « leur » monde depuis 1945.

Déjà au moment de la guerre en Syrie, une nouvelle étape était franchie dans ce que j'avais alors appelé, ici même dans *Esprit*, la « *poutinisation du monde* ». Depuis quelques années, on assiste à une reddition de tous types de droit et de normes face au langage de la force et à l'outil militaire. Pour autant, c'est un leurre de penser que l'on peut refaçonner des pays entiers, voire leurs sociétés, par le seul moyen de la force brute, en dynamitant systématiquement des villages entiers en déportant leurs populations, en humiliant leurs symboles, comme cela s'est fait en Syrie hier, et comme cela se fait aujourd'hui en Ukraine, à Gaza, ou au Sud du Liban. Par lassitude, par dépit, ou par fascination peut-être, les Occidentaux commencent eux aussi à penser que la force peut tout régler, et que de la barbarie peut naître une autre forme, nouvelle, de civilité.

Cela a été suffisamment dit, ce sentiment d'un deux poids deux mesures n'aura pas fini d'alimenter un anti-occidentalisme qui progresse à grande vitesse dans la région. Tout récemment, Annalena Baerbock, ministre allemande des affaires étrangères, défendait explicitement le bombardement israélien de civils au nom de la lutte contre le terrorisme ; en rendant ces morts acceptables, mesurait-elle que ce sont les mêmes arguments qu'utilisait Vladimir Poutine pour justifier les bombardements d'hôpitaux en Syrie hier, ou ceux d'Ukraine aujourd'hui ? En concourant à cette banalisation de la violence et au détricotage du droit et des normes, l'Occident ne se rend peut-être pas compte qu'il mine là l'un des ressorts principaux de la légitimité de *l'ordre libéral international* en place depuis la fin des années 1940. Cette relativisation de ses propres garanties est proprement corrosive. Désormais, sur les ruines de Gaza et de la Banlieue sud de Beyrouth, la norme

occidentale ne pourra plus être le paramètre dominant dans les relations internationales.

Sur le plan plus concret du calcul géopolitique, chacun sait que Vladimir Poutine et Benyamin Netanyahou ont des sympathies mutuelles, voire probablement des intérêts mutuels sonnants et trébuchants. Ceci explique-t-il que la Russie reste très silencieuse sur ce conflit, sur son élargissement, et peut-être sur ses aboutissements ? Plus cyniquement, elle estime peut-être qu'un Iran affaibli lui ouvrirait de nouvelles portes d'entrée dans la région, et préfère donc attendre son heure.

Pour autant, les puissances révisionnistes que sont aujourd'hui la Russie ou la Chine pourraient-elles accepter que l'ordre moyen-oriental se dessine sans elles, voire contre elles ? On voit difficilement comment. Bien plus vraisemblable serait un scénario dans lequel Vladimir Poutine et Benyamin Netanyahou s'emploieraient à faire élire Donald Trump, dans l'espoir que celui-ci force un arrangement avec Poutine sur l'Ukraine, en contrepartie, pour Poutine de laisser Trump et Netanyahou remodeler le Moyen-Orient à leur guise. À l'appui de ce scénario sinistre, Jared Kushner, gendre de Donald Trump et peut-être de nouveau promu conseiller spécial pour un « nouveau Moyen-Orient » en gestation, expliquait récemment dans un texte surréaliste que Gaza pourrait devenir l'un des plus beaux chantiers immobiliers de la Méditerranée, une occasion à saisir pour des prometteurs qui voudraient faire fructifier la région. Entre un Donald Trump qui affirme d'un jour à l'autre tout et son contraire, et Kamala Harris dont on a du mal à comprendre les lignes directrices en matière de politique étrangère, si toutefois elle décidait de se démarquer d'un Joe Biden finissant, les États-Unis, en réalité, ne sont plus les maîtres du jeu, en tous cas plus les seuls. Et, paradoxalement, ce sont les Iraniens qui misent aujourd'hui sur ce qu'il reste de la puissance américaine, en espérant des États-Unis qu'ils pourront encore les sauver d'une guerre frontale qu'ils redoutent, mais que la région, dans son ensemble, voit venir telle une tragédie inévitable.